



Revue Intelligence Stratégique
Journal des publications scientifiques

Volume 4, numéro 8

Janvier-Mars 2021

p-ISSN : 3006-547X ; e-ISSN : 3006-5488

<https://doi.org/10.62912/>

FIN DE LA GUERRE FROIDE ET DELUGE MINIER EN RÉPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Patrick LOSSONGO LOSSIYO

Chef de Travaux à l'Université Pédagogique Nationale et Directeur à l'Institut de Recherche en
Géopolitique et d'Etudes Stratégiques (IRGES)/Kinshasa-RDC

RESUME

Cet article démontre que la spoliation des richesses minières dont la République Démocratique du Congo est victime, est en grande partie consécutive à la fin de la Guerre Froide par la perte de sa place géostratégique d'antan et par la jalousie de ses quelques pays voisins, en complicité avec certaines puissances mondiales désirant s'enrichir frauduleusement et illicitement avec ses richesses naturelles.

Mots-clés : Guerre Froide, secteur minier, RDC.

SUMMARY

This article shows that the spoliation of mineral wealth of which the Democratic Republic of Congo is a victim, is largely due to the end of the Cold War by the loss of its geostrategic place of yesteryear and by the jealousy of its few neighboring countries, in complicity with certain world powers wishing to enrich themselves fraudulently and illicitly with its natural resources.

Keywords : Cold War, mining sector, DRC.

INTRODUCTION

La fin de la Guerre Froide aura été pour la République Démocratique du Congo, le prologue d'un cycle d'instabilité à la fois politique, diplomatique, économique et militaire. Après la perte de son rôle géostratégique dans la sous-région des Grands Lacs, cette immense Etat, aux dimensions d'un mini-continent vit aujourd'hui un sérieux « déluge minier », profitant à la fois, à l'enrichissement exponentiel des multinationales et de certains de ses pays

limitrophes. Il faut dire que le cycle de violences armées qu'a vécu le Congo depuis l'avènement de l'AFDL en 1997, est à notre sens, la principale source de vol de ses minerais vers l'étranger et de son instabilité économique.¹

Plus d'un Congolais s'interroge au quotidien, si l'enfer économique que connaît leur pays, est lié à une pure coïncidence logique du changement du cours de la politique mondiale ou alors à un manque des bons dirigeants. Car, avouons-le, le Congo ressemble à un grand éléphant abattu sur qui s'acharnent violemment plusieurs lions afin d'obtenir chacun un gros morceau.

Dans cet article, nous nous efforcerons particulièrement à répondre à cinq grandes questions importantes. D'entrée de jeu, nous répondrons à la question celle de savoir : Quel fut le contexte politique mondial ayant permis aux puissances occidentales de jeter leur dévolu sur la République Démocratique du Congo ex-Zaïre comme base des intérêts capitalistes pendant la Guerre Froide ? Quelles en furent les retombées sur le plan politique, militaire et diplomatique ? Pourquoi la République Démocratique du Congo a-t-elle perdu son rôle géostratégique dans la sous-région des Grands Lacs ? Pourquoi ce pays est-il victime d'un déluge minier sans précédent ? Comment pourra-t-Elle mettre fin à ce déluge minier ?

I. REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO FACE AUX CONVOITISES DES PUISSANCES OCCIDENTALES

Le choix de la République Démocratique du Congo par les puissances occidentales comme Etat pilote des intérêts capitalistes, en Afrique Centrale,

¹ Le terme « déluge » tel que défini par le Dictionnaire Robert signifie un cataclysme consistant en précipitations continues submergeant la terre. Son emploi à la fois hyperbolique et allégorique ne requiert pas ici le même sens autant qu'en Bible. Dans le cadre de notre article en revanche, l'expression « déluge minier » décrit en effet, une situation infernale et chaotique que traverse la République Démocratique du Congo, victime de la spoliation au grand jour, de ses richesses minières par la volonté des puissances occidentales, en complicité avec certains de ses états voisins. En y faisant recours, nous voulons toucher l'imaginaire de nos interlocuteurs sur la gravité de cet acte combien illicite et anti loyal sur la survie économique de tout un peuple, longtemps paupériser par l'envol de son opulence sous d'autres cieus alors qu'il gémit sous le poids de la misère.

se justifie principalement par le contexte de la politique mondiale de l'époque, marqué essentiellement par l'antagonisme entre communiste et capitaliste. En effet, c'est au nom de la peur d'une probable expansion régionale (en Afrique des Grands Lacs) des Soviétiques, présents en Angola et en République Populaire du Congo (actuelle République du Congo/Brazzaville) que les puissances occidentales choisirent l'ex-Zaïre.

Ce choix fut concrétisé par l'ascension au pouvoir en 1965, du feu Maréchal Mobutu qui, profitant fort malheureusement du conflit politique entre Joseph Kasa Vubu et Moïse Tshombe, au lendemain de l'invalidation du gouvernement Kimba Evariste, à l'Assemblée Nationale, par la majorité des députés nationaux du CONACO (Confédération Nationale Congolaise), mécontents de la révocation de leur Leader politique Moïse Tshombe, alors pressenti comme futur Président de la République², à l'issue des élections présidentielles de 1965.

Les puissances occidentales engagées à la course politique et économique contre les communistes pensèrent qu'il est pertinent d'occuper ce géant afin d'assouvir à leur besoin géostratégique. C'est pourquoi elles jetteront leur dévolu sur ce haut officier de l'Armée Nationale Congolaise (ANC), déjà courtisé, à en croire Jean-Pierre Langellier, avant même l'indépendance de la République Démocratique du Congo, par la CIA, comme ce dernier le raconte dans ce témoignage, à propos de l'arrestation de Patrice Lumumba : « L'opération de Mobutu n'est pas improvisée. Il l'a froidement mûrie. Revenons huit jours plus tôt. Mobutu rencontre un acteur clé du Congo de l'époque, Larry Devlin, depuis peu chef de poste de la CIA à Léopoldville. Les deux hommes se connaissent à peine. Ils se sont croisés de deux fois, brièvement. « J'étais très désireux de vous parler », lance Mobutu à Devlin qui observe cet homme « grand, mince et surtout très, très jeune, ayant presque l'allure d'un étudiant engoncé dans un uniforme d'élève-

² Nous avons dit que Moïse Tshombe fut pressenti comme Président de la République, à l'issue des élections présidentielles de 1965 parce que dans la première constitution de notre pays, le scrutin démocratique était effectué par les députés nationaux à l'Assemblée Nationale. Or ce dernier étant fortement représenté, il était supposé remporter la victoire.

officier, et dont la voix a les sonorités douces d'un baryton ». Et Mobutu poursuit tout de go... Devlin lui promet le soutien américain ».³

Cette option à la fois géostratégique permet également aux puissances capitalistes d'avoir un œil de contrôle sur tous les Etats de la région afin de contrecarrer les velléités communistes, incarnés par les Soviétiques, les Allemands de l'Est, les Cubains, les Chinois, les Vietnamiens, etc. implantés militairement dans quelques pays voisins comme l'Angola et le Congo Brazzaville. C'est dans ce contexte qu'il faille situer tous les soutiens militaires et logistiques apportés par le feu Maréchal Mobutu à l'ancien rebelle angolais Jonas Savimbi, allié incontestable des Occidentaux durant la guerre entre le MPLA de l'ancien Président angolais José Eduardo Santos, aujourd'hui en exil en Europe contre l'UNITA du célèbre rebelle Jonas Savimbi, assassiné cruellement en 2000.

L'étendue territoriale et les richesses naturelles de la République Démocratique du Congo semble avoir largement concouru au choix des Etats occidentaux comme centre stratégique de leurs intérêts, du fait du contrôle de la région par ses longues frontières et d'exploitation de ses minerais tels que le cuivre, le cobalt, l'uranium et autres, indispensables pour soutenir l'effort de guerre et alimenter l'économie occidentale afin de faire face aux redoutables adversaires communistes.

Il convient de préciser que le choix du Congo comme terre des intérêts des Occidentaux peut également se fonder par le fait que l'ex Zaïre s'étend entre les plusieurs principaux coins stratégiques du continent, c'est à-dire entre l'Afrique Centrale et Australe par le grand Katanga, le grand Kasai, le grand Bandundu et le Kongo Central, entre l'Afrique Centrale et de l'Est par la grande province Orientale, le Nord et Sud-Kivu et le grand Katanga ainsi que l'Afrique Centrale et le Maghreb par la grande province Orientale.

Ainsi, il était alors fort facile de se servir de cet enjeu géostratégique pour fixer des arrières bases militaires et satellitaires pour recueillir des informations sur des stratégies de types politiques et militaires en vue par les adversaires soviétiques dans les Etats voisins comme la République populaire

³ LANGELLIER J.P., *Mobutu*, Paris, Perrin, pp. 75-76.

du Congo des feux Présidents Alphonse Massamba Débat et Marien Ngouabi (1963-1977) ainsi que celui de la République Populaire d'Angola, du Président Agostino Neto, incontournable allié de la Chine, de l'Allemagne de l'Est du Cuba et de l'ex URSS.

En un mot, la République Démocratique du Congo aura été l'une des principales cibles de la terreur orchestrée par les puissances capitalistes et socialistes, au regard de sa rente géographique due à ses multiples frontières avec ses neuf Etats voisins de la région, en connexion avec les quelques principales zones démographiques et culturelles du continent et à ses incommensurables richesses minières faisant de lui un paradis géologique, faunique, floristique et hydrographique.

Nous osons croire que ces éléments recueillis dans la première partie de notre article suffisent largement pour que nous abordions prochainement dans la deuxième partie, les retombées militaire, politique et diplomatique du choix des grandes puissances occidentales sur l'ex-Zaïre comme pays des intérêts occidentaux.

II. RETOMBÉES POLITIQUES, MILITAIRES ET DIPLOMATIQUE DU CHOIX DU CONGO

Dans cette deuxième partie de notre article, l'idée est celle d'explicitier minutieusement les quelques retombées militaire, politique et diplomatique du choix porté par les grandes puissances occidentales sur le Congo comme Etats pilotes, de leurs intérêts dans la sous-région des Grands Lacs. En effet, nous allons sommairement nous étendre sur les quelques données récoltées à l'issue de lectures de certains politiques et historiens très avertis de l'histoire contemporaine de notre pays. Certes, nous n'avons pas la prétention de fournir avec plénitude tous les détails sur les faits que nous aurons à fournir dans les lignes qui viennent. Ceci dit, que dire alors des incidences militaires.

II. 1. Conséquences militaires

Nous ne saurons parler du rôle géostratégique assumé par la République Démocratique du Congo, en Afrique des Grands Lacs, sans

aborder en prélude la question militaire. Car, en effet, celle-ci fut primordialement l'une des principales assises utilisées par les grandes puissances capitalistes dont les Etats-Unis d'Amérique pour contrarier l'extension militaire des troupes communistes dans la sous-région au cours de la Guerre Froide.

Ce secteur armé fut fondamentalement exploité comme nous le démontrerons dans les lignes qui viennent, par l'appui militaire et logistique dont l'ex-Zaïre fut régulièrement objet pendant un quart de siècle. L'on se souviendra par exemple, du soutien historique de la France aux forces armées zaïroises, sous l'impulsion du Président Valéry Giscard d'Estaing en 1978 au Shaba, à la suite de la débâcle infligée par les ex-gendarmes katangais, soutenus par le gouvernement socialiste angolais, aux troupes de l'armée régulière, à Kolwezi, dans l'actuelle province minière de Lualaba.

Et comme on peut le constater ostensiblement, dans son entretien accordé à Jean-Louis Remailleur en 1988, le Maréchal Mobutu louait la solidarité de plusieurs Etats amis dont africains et occidentaux à propos de l'aide militaire bénéficiée à l'occasion. « Ce fut très différent. Les mercenaires et leur encadrement étranger avaient cette fois compris qu'il n'était pas possible de tenir le Shaba, ni de soulever les populations civiles. Ils savaient aussi qu'ils ne pourraient plus passer subrepticement la frontière angolaise désormais mieux surveillée. En mars 1978, ils ont donc transité par le nord de la Zambie, avec pour seul objectif la ville de Kolwezi, le centre nerveux de l'économie minière du pays. Ce fut à la fois un hold-up et une prise d'otage. Hold-up parce que leur premier souci fut de faire passer de l'autre côté de la frontière d'importantes quantités de minerais précieux stockés sur le carreau des mines. Une prise d'otages, parce qu'ils comptaient bloquer toute réaction de notre part, en menaçant de représailles la population européenne présente dans la ville. Il nous a donc fallu cette fois réagir différemment. Nous avons d'abord lancé des opérations de commandos, menées par le 311^{ème} Bataillon parachutistes zaïrois qui a investi l'aéroport un jour avant le saut de la Légion étrangère française en pleine ville de Kolwezi. Une fois résolu la question des otages, la suite n'a pas traîné : en moins d'une semaine, les forces armées zaïroises repoussaient manu militari les mercenaires. Ce n'est qu'ensuite que

la Force d'intervention interafricaine est arrivée, à la fois en signe de solidarité, et aussi pour créer un cordon sanitaire le long d'une frontière décidément très agitée ».⁴

Il importe d'ajouter à ce qui précède que le soutien porté sur l'ex-Zaïre par les grandes puissances capitalistes dans le contexte de la Guerre Froide est également justifiable par l'apport régulier des experts militaires occidentaux pour l'instruction et la formation des éléments de forces armées zaïroises dans les centres de formation de notre pays. Egalement par l'envoi régulier pour des stages de formation militaire en Europe, de certains éléments de notre armée nationale particulièrement les premiers éléments de la Division Spéciale Présidentielle (DSP), à l'Ecole Nationale de Gendarmerie de Belgique et la formation des premiers parachutistes zaïroises en Israël entre la fin des années soixante, dont la bravoure avait en effet permis de mettre en déroute en 1967, les troupes rebelles conduites par les mercenaires Jean Schramme et Bob Denard, commandités par certains groupes internationaux, cherchant à déstabiliser le Zaïre pour ensuite le contrôler.

Dans le même ordre d'idée, Bolongi Anicet estime que la coopération militaire bénéficiée par l'ex-Zaïre de l'Occident pendant la Guerre Froide fut d'une très grande portée pour le pays pour autant qu'il lui permis de disposer « des officiers sortis des meilleures académies du monde, que les FAZ ont joué leur véritable rôle dans la politique de défense et d'influence du pays, en intervenant ici et là en faveur des pays frères africains en difficulté, conformément à la vocation africaine du Zaïre. Leur influence va se maintenir et s'étendre en Afrique grâce également à la coopération militaire Sud-Sud, lorsqu'elles vont ouvrir leurs centres d'instruction et de formation aux armées africaines ; celles-ci se sentaient jusqu'à ce jour solidaires de cette formation commune ».⁵

⁴ REMILLEUX J.L., *Mobutu, Dignité pour l'Afrique*, Albin Michel, Paris, Paris, p.79.

⁵ BOLONGI E.A., *L'armée dans la stabilisation d'un État*, Université Pédagogique Nationale Kinshasa, p.12.

Cet appui militaire apporté par les puissances occidentales à la République Démocratique du Congo fit d'elle à l'époque, l'une de très grandes puissances militaires d'Afrique et lui permis, par conséquence, d'assurer à la fois la paix sur son sol et le contrôle effectif de ses frontières avec tous Etats limitrophes. Pendant plus de trente ans à peu près, il n'exista certes au Zaïre, aucune bande de troupes armées capables de faire face à elle. Cette renommée fut prouvée lors de ses « deux grandes interventions au Tchad et au Togo du Président Eyadema ».⁶

II. 2. Conséquences politique et diplomatique

Le soutien porté sur l'ex-Zaïre par les grandes puissances capitalistes avait permis aux autorités de ce pays de jouir d'une grande considération auprès de leurs alliés de l'Occident. Et cela était plus remarquable à travers divers contacts politiques et diplomatiques que le feu Président Mobutu pouvait avoir à l'époque. On peut le démontrer comme l'indique Jean-Louis Remilleux dans son ouvrage « Mobutu, dignité pour l'Afrique », en l'occurrence, par la fameuse visite politique accordée aux débuts des années quatre-vingt au peuple zaïrois par le feu Président français François Mitterrand et de sa Majesté Juan Carlos et de son épouse la Reine Sophie.

Il sied également d'ajouter l'invitation à la Maison Blanche accordée par le Président américain Ronald Reagan au Président Mobutu, en guise de remerciement, pour son aide militaire apportée au Tchad dont la paix fut jadis menacée. Bien entendu, les quelques passages à l'Elysée vers les années soixante-dix, de l'homme à la toque du léopard sous les Président français Charles de Gaulle et Pompidou pour négocier de la sortie de son pays de l'isolement diplomatique.

Comme nous le relate toujours le même auteur, il conviendrait d'adjoindre l'influence politique et diplomatique qu'a joué la République Démocratique, lors des âpres négociations, en marge de l'obtention de l'indépendance de la Namibie, Angola et de l'Afrique du Sud. « Le troisième axe de notre diplomatie : la dignité. Nous avons eu nous-mêmes suffisamment de mal à reconquérir la nôtre pour ne pas souhaiter à nos

⁶ *Ibidem*, p. 80.

voisins des épreuves analogues. Tout cela s'exprime à travers les principes diplomatiques classiques : non-ingérence, non alignement et réciprocité. Maintenant, je reviens à votre remarque. Vous voulez savoir pourquoi j'ai accepté de rencontrer le Président Botha ? La réponse tient en trois mots : paix, unité et dignité. Je lui ai parlé de Nelson Mandela, et aussi des « six de Sharpeville », ces militants noirs condamnés à morts ; et sur ces deux sujets, j'ai obtenu des résultats qui ne sont pas minces. Je ne veux pas révéler de secrets diplomatiques, mais je peux tout de même vous confier que M. Botha a été accessible à ces requêtes. Nous avons aussi abordé les négociations de Brazzaville sur l'avenir de la Namibie, et j'ai recommandé à l'Afrique du Sud la modération... Les négociations tripartites de Brazzaville ont lié, vous le savez, l'accession à l'indépendance de la Namibie au retour de la paix en Angola. C'est dire que nous sommes doublement concernés ».⁷

III. REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO ET LA PERTE DE SA RENTE GEOSTRATEGIQUE

Pour mieux comprendre les causes de la perte du rôle géostratégique assumée par la République Démocratique du Congo dans la sous-région des Grands Lacs, il appert de circonscrire son choix par les grandes puissances occidentales dans le contexte politique de la Guerre Froide. Car en effet, comme nous l'avions défini en introduction, le choix dévolu sur l'ex-Zaïre se justifiait à l'époque dans le but d'anéantir l'extension des communistes dans son territoire et en Afrique Centrale supposée être une région très riche en ressources minières.

Et en conséquence, il fallait s'en approprier pour s'enrichir et soutenir l'effort de guerre afin de faire face devant l'ennemi communiste. Ainsi, avec le démantèlement du bloc soviétique et la perte de notoriété politique de ses états alliés, il n'était plus opportun de maintenir l'ex-Zaïre en Afrique Centrale comme Etat pilote des intérêts capitalistes dans la mesure où, avec le départ des troupes cubaines et soviétiques de l'Angola, la menace militaire et politique que constituaient jadis les Etats communistes ne pouvait plus avoir des incidences sur les intérêts de puissances occidentales au Congo-Kinshasa.

⁷ REMILLEUX J.L., *Op. cit.*, p.163.

Ce raz de marée contraint donc le feu Maréchal Mobutu à instauré dans son pays le multipartisme, en enterrant autrement dit son système monolithique d'autrefois qui misait sur l'existence d'un Parti unique appelé le Mouvement Populaire de la Révolution (MPR). C'est le début de la descente aux enfers de la vie politique à l'ex-Zaïre et des Forces Armées puisque le regard des alliés occidentaux était désormais tourné sur l'après-Guerre Froide. Aucun intérêt pour soutenir le Zaïre ne fut encore manifesté mais au contraire, des nouvelles pressions politiques et diplomatiques furent exercées sur le feu Maréchal Mobutu afin d'envisager son éventuel départ du pouvoir par l'organisation des élections libres et démocratiques. C'est ainsi qu'il se lancera dans les consultations populaires qui aboutiront plus tard par la fameuse annonce du multipartisme du 24 avril 1990 à la cité de la N'sélé.

En réfléchissant dans cet ordre d'idée, Jean Pierre Langellier déclare ce qui suit : « Dans les premiers mois de 1990, Mobutu est sur le qui-vive. Tendue, inquiet, perplexe. Pour lui, la nouvelle décennie commence mal. Il garde en tête les tragédies images du décembre roumain. Les mauvaises langues vont jusqu'à l'affubler d'un surnom menaçant : Sesesescu... Le monde bascule en sa défaveur. L'Afrique, disait-on hier, a la forme d'un revolver dont le Zaïre est la gâchette. Mais la Guerre Froide a vécu, et l'on a remis le pistolet africain dans son étui. Nelson Mandela est libéré, la Namibie devient indépendante, les soldats cubains quittent l'Angola promis à la paix. Mobutu ne peut plus exploiter sa rente géostratégique, monnayer son rôle de meilleur ennemi du communisme ou tabler sur la complaisance de l'Occident. Il était un allié indispensable, il devient un gêneur. Il l'a déjà compris lorsque ni Washington ni Paris n'ont voulu le soutenir lors de sa longue querelle avec la Belgique. Il perdra ses dernières illusions le 22 mars, lors d'un long entretien, sur son yacht, avec le secrétaire d'État américain James Baker. Celui-ci lui conseille d'écouter les forces du changement à l'œuvre en Afrique, sous peine d'être balayé par elles ».⁸

⁸ LANGELLIER J.P., Op. cit., p. 326.

IV. REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO AU CŒUR D'UN DELUGE MINIER SANS PRECEDENT

Notre propos dans cette section est de réfléchir sur la situation de spoliation minière dont est victime aujourd'hui notre pays. Loin de toute condamnation, nous voulons en claire démontrer à travers notre argumentaire que le déluge minier que traverse depuis plus de deux décennies le Congo est largement lié en autres, à la fin de la Guerre Froide, c'est-à-dire consécutivement à la perte de sa rente géostratégique. Certes, ayant perdu le soutien de ses anciens alliés, le Congo est aujourd'hui victime d'une vaste spoliation de ses richesses minières dont le coltan, orchestrée par certaines firmes multinationales, soutenues par certains de ses alliés de jadis, en complicité avec certains de ses pays voisins. Cette situation ne lui permet pas de décoller économiquement mais par contre l'appauvrit systématiquement. Il a été constaté que ces richesses minières contribuent actuellement à la montée en puissance de l'économie occidentale. Notre pays vit de ce fait, une réelle ironie de l'histoire car si hier, pendant plus d'un quart siècle, il a été au service des puissances capitalistes pour contrarier l'expansion communiste, aujourd'hui ce sont elles qui, constituent pour lui un obstacle.

Nous osons croire qu'il appert aux puissances occidentales de se souvenir ne serait-ce du service hier, lui rendu par l'ex-Zaïre dans le contexte de la guerre froide. Ce vol de richesses minières coûte la vie à plusieurs congolais et contribue énormément à l'insécurité dans la partie Est de notre pays.

D'après un travail de recherche menée il y a douze ans sous la direction du Professeur Christian Harbulot, il a été clairement établi que plusieurs puissances occidentales en complicité avec certains pays limitrophes de l'ex Zaïre dont le Rwanda et l'Ouganda pillent systématiquement les richesses minières de ce géant des Grands Lacs, en soutenant militairement certains milices en armes et en équipement de guerre comme d'ailleurs nous renseigne cette thèse :

« Sur terrain, en RDC, la course au coltan piloté par les Etats se fait sans éthique. Les quatre rapports onusiens multinationales occidentales et individus nominativement n'ont concrètement eu pour effet que le développement de subterfuges destinés à brouiller les pistes de la provenance du coltan. Aujourd'hui comme hier, les multinationales qui participent à l'extraction du minerai au Kivu financent indirectement la guerre par les taxes payées aux groupes rebelles qui maîtrisent les mines de la région. L'Allemagne notamment, en lien direct avec le patronat germanique, y mène une franche guerre économique mêlée d'affrontements diplomatiques avec Kinshasa et de soutiens réguliers aux milices sécessionnistes et pro rwandais. Berlin protège ainsi en période de conflits l'un des plus importants gisements de columbum (la partie col du coltan, moins lucrative que le tantal mais essentiel aux secteurs industriels de pointe : énergie, aérospatial, transport). Lweshé, dont elle a la tutelle depuis 1994. En soutenant politiquement leurs multinationales, les puissances occidentales dessinent respectivement un échiquier géopolitique où les États pilleurs de la RDC, principalement le Rwanda mais aussi l'Ouganda et le Burundi, desquels le coltan quittera les Grands Lacs, sont partenaires stratégiques ».⁹

V. COMMENT LE CONGO PEUT-IL METTRE FIN AU DELUGE MINIER ?

Pour mettre fin à ce déluge minier, les Congolais sont appelés à se prendre eux-mêmes en charge, c'est-à-dire assurer en main leur destinée politique en évitant de trop miser sur un probable changement de cour de la politique internationale. Cela suppose en conséquence qu'ils élisent loyalement leurs dirigeants, se fient scrupuleusement au respect de textes légaux, jouir en toute liberté d'esprit de leur souveraineté et disposer d'une armée républicaine et efficace. Ces éléments susmentionnés constituent selon nous, un cadre solide pour que les autorités congolaises gouvernent en toute indépendance leur Etat sans attendre la moindre injonction de l'étranger. Elles doivent, en revanche, tolérer toute collaboration et amitié avec les puissances occidentales comme nous l'impose aujourd'hui la mondialisation mais à

⁹ HARBULOT C., *Repositionner les jeux des acteurs dans le paradigme des stratégies de puissances*, École de guerre Économique, Paris, p. 1.

condition qu'elles concourent à la promotion du bien-être des populations locales.

Néanmoins, comme le souhaitait le feu Maréchal Mobutu, l'idéal pour les officiels congolais est celui de favoriser une politique de bon voisinage avec les pays limitrophes en mettant surtout l'accent sur des stratégies communes pour la sauvegarde de la paix dans la sous-région et l'exploitation des richesses minières sur les zones frontalières. Avec les partenaires au développement et les multinationales, le Congo doit entreprendre un dialogue franc concernant l'exploitation de ses richesses minières par exemple en leur rappelant la nécessité pour le développement économiques des Congolais et le respect des règles éthiques protéger et garantir la survie des écosystèmes en proie à la voracité du système capitaliste.

CONCLUSION

L'objectif principal assigné dans le cadre de l'élaboration de cet article, était celui de faire une réflexion systématique sur la question de la « fin la guerre froide et du déluge minier en République Démocratique du Congo ex-Zaïre ». En effet, nous sommes partis d'un constat selon lequel, le Congo est aujourd'hui victime d'une spoliation à grande échelle, dès ses richesses naturelles dont le coltan, consécutivement à la fin de la guerre froide marquant la perte de sa rente géostratégique dans la sous-région des grands lacs. Pour mieux illustrer nos propos, nous avons axé notre analyse sur cinq grandes parties, en raison de cinq importantes questions posées en prélude.

Dans la première, force était celui de démontrer que le choix porté sur le Congo par les puissances occidentales comme Etat pilote des intérêts capitalistes répondait tout particulièrement à une problématique géostratégique, c'est-à-dire que les Occidentaux ont profité de ses incommensurables richesses naturelles et son espace géographique s'étendant à la fois de l'Afrique Centrale au Maghreb, en passant par l'Afrique de l'Est jusqu'à l'Afrique Australe, territoire propice pour anéantir les probables expansions communistes dans notre continent et assurer un contrôle géostratégique de celle-ci. Ensuite, nous avons mis en évidence les

quelques retombés sur la République Démocratique du Congo, en mettant particulièrement l'accent sur les incidences sur le secteur militaire, politique et diplomatique.

Bien plus, les changements brutale survenue dans l'espace politique mondiale à la fin des années quatre-vingt, avec la chute du Mur de Berlin et le démantèlement du bloc soviétique marqué par exemple en Angola par le départ des troupes cubaines, l'indépendance de la Namibie et la libération de Nelson Mandela, avions dit, ont suscité en conséquence, la perte de la rente géostratégique de l'ex-Zaïre dans la mesure de l'équilibre de terreur constaté pendant la Guerre Froide n'existait plus et accordé ainsi la victoire aux puissances occidentales.

Avant de clore, nous avons démontré que cette perte d'influence constituait, l'une des causes, entre autres, de son déluge minier du fait que ces anciens alliés capitalistes se servent aujourd'hui de ses pays voisins, en complicité avec les multinationales pour exploiter illicitement ses richesses naturelles afin de maintenir la santé de l'économie occidentale. Egalement, par le manque de soutien militaire longtemps bénéficié d'eux à l'époque pour protéger ses frontières dans le but de contrôler ses frontières contre les ennemis soviétiques. L'intervention très rapide et musclée de la France par exemple au Shaba en 1977 et 1978 évoqué ci-haut peut nous en dire quelque chose. Enfin, nous avons conclu notre article par une brève note axée essentiellement sur des propositions afin de mettre fin à ce déluge minier qui, aujourd'hui contribue à l'affaiblissement et à la paupérisation économique de la République Démocratique du Congo.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BOLONGI E.A., *L'armée dans la stabilisation d'un État*, Université Pédagogique Nationale Kinshasa.
- HARBULOT C., *Repositionner les jeux des acteurs dans le paradigme des stratégies de puissances*, École de guerre Économique, Paris.
- LANGELLIER J.P., *Mobutu*, Paris, Perrin.
- REMILLEUX J.L., *Mobutu, Dignité pour l'Afrique*, Albin Michel, Paris.